

Bulletin du FMI

CONFÉRENCE RIO+20

Le FMI présente une voie vers le développement durable

Bulletin du FMI en ligne
25 juin 2012



Les taxes sur le carbone n'incitent pas simplement à bien établir les prix, mais contribuent aussi à créer un environnement propice à l'innovation (photo : Radius Images/Corbis)

- Le FMI présente une stratégie budgétaire conduisant à un développement durable et solidaire
- Les taxes sur le carbone et l'élimination des subventions pourraient permettre de réaliser des recettes qui seraient utilisées pour établir des dispositifs de sécurité sociale
- Il faut créer des emplois, réduire les inégalités et accroître la protection sociale des populations vulnérables

Les participants à la [conférence Rio+20 des Nations Unies sur le développement durable](#) ont insisté sur la nécessité de réaffirmer la volonté politique d'assurer un développement durable, en faisant le bilan des progrès accomplis et en abordant les défis qui se présentent. Cette conférence s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin, 20 ans après le Sommet de la Terre des Nations Unies, qui s'était tenu en 1992 à Rio également, et où les pays avaient adopté un projet visant à repenser la croissance économique, à faire avancer l'équité sociale et à assurer la protection de l'environnement.

Une croissance qui repose sur trois piliers

Pendant la conférence, Min Zhu, Directeur général adjoint du FMI, a souligné que les pays doivent adopter une trajectoire de croissance durable qui repose sur trois piliers : la création d'emplois, la réduction des inégalités et l'amélioration de la protection sociale pour les populations les plus vulnérables.

Lors d'une réunion en marge de la conférence, portant sur la réforme des subventions pour une économie plus verte, M. Zhu a noté qu'il est essentiel, pour mettre en place une économie verte, de trouver un juste équilibre entre les aspects environnementaux et économiques en établissant correctement les prix.

Les instruments fiscaux peuvent contribuer à ce que les dégâts causés à l'environnement et les autres effets secondaires négatifs de la croissance économique apparaissent dans les prix payés pour l'énergie, les transports et les autres produits industriels. «Aujourd'hui, plus de 90 % des émissions mondiales de carbone ne sont pas imposées», a noté M. Zhu, ajoutant que, aux États-Unis, «une taxe de 25 dollars par tonne de CO₂ représenterait 1 % du PIB, soit plus de mille milliards de dollars sur 10 ans».

M. Zhu a déclaré aussi que les subventions aux combustibles fossiles, qui ont coûté à l'économie mondiale 409 milliards de dollars en 2010, devraient être éliminées progressivement : il a souligné que, contrairement à ce que l'on pense généralement, les subventions qui ne sont pas ciblées bénéficient aux riches davantage qu'aux pauvres. Il a cité l'exemple de l'Indonésie, où les recettes mobilisées en laissant augmenter les prix des carburants ont permis d'accorder des transferts directs en espèces à 19 millions de familles pauvres.

«Les dirigeants doivent savoir précisément comment établir correctement les prix. Pour les aider, le FMI a publié récemment un [livre](#) qui leur donne des orientations pratiques pour l'établissement du prix du carbone, et il est prêt à aider les pays membres qui souhaitent bénéficier d'une assistance technique pour utiliser des instruments fiscaux afin de s'attaquer à des problèmes environnementaux», a déclaré Mick Keen, Directeur adjoint du Département des finances publiques du FMI.

M. Zhu a expliqué aussi comment les taxes sur le carbone ne sont pas simplement une incitation à bien établir les prix, mais aussi comment elles contribuent à mettre en place un environnement propice à l'innovation, par exemple en encourageant l'adoption d'autres sources d'énergie qui sont en cours de développement ou qui pourraient l'être.

Trouver un juste équilibre

La plupart des ministres des finances qui ont participé à la conférence s'accordent à dire que la croissance économique et la protection de l'environnement ne sont pas des objectifs incompatibles. Lors d'une réunion organisée par le Ministre des finances brésilien, Guido Mantega, les ministres sont convenus que les objectifs du développement durable sont interconnectés et ne peuvent être considérés séparément.

«La croissance du Brésil est inséparable de la protection de l'environnement et de l'inclusion sociale, y compris les programmes sociaux», a déclaré M. Mantega en ouverture du débat, auquel a participé Juan Somavia, Directeur général de l'[Organisation internationale du travail](#) (OIT).

La croissance solidaire ou partagée, c'est-à-dire la notion que chacun doit partager les fruits de la prospérité et recevoir une chance d'exploiter son potentiel, s'est trouvée au centre des débats à Rio.

Des solutions

L'OIT a organisé une réunion sur le travail décent et les planchers de protection sociale pour le développement durable, avec la participation du FMI et du [Programme des Nations unies pour l'environnement](#), ainsi que de la Ministre

brésilienne du développement social, Tereza Campello, et du Ministre norvégien du développement international, Heikki Holmas.

Les participants ont analysé comment le passage à une économie verte créer des opportunités, mais aussi des problèmes en matière d'inclusion sociale et de qualité d'emploi. Une collaboration récente entre le FMI et l'OIT a été soulignée pendant le débat : M. Zhu a rendu hommage à M. Somavia pour la qualité de sa direction à l'OIT, ajoutant que pendant toute la crise, il avait veillé à ce que la question de l'emploi et du sort des travailleurs reste au centre des préoccupations des dirigeants mondiaux.

M. Zhu a évoqué trois aspects de la croissance solidaire qui sont liés et se renforcent mutuellement : créer des emplois, y compris de «bons» emplois, réduire les inégalités et accroître la résistance des pays aux chocs économiques grâce à la protection sociale.

«L'emploi est la source principale de revenus pour la plupart des gens, mais il est souvent précaire. Si un solide système de protection sociale est en place, perdre un emploi ne signifie pas perdre immédiatement tout son revenu : ceux qui n'ont pas de revenu du travail ne sont pas entièrement privés d'accès aux services de base», a déclaré M. Zhu, qui a ajouté que le FMI collabore étroitement avec l'OIT, le [Fonds des Nations Unies pour l'enfance](#), le [Programme alimentaire mondial](#) et d'autres organismes pour promouvoir une protection sociale efficace.